I. FISCALITE DIRECTE DSC 2014

La société SOPOVIF (Société de commercialisation de Poissons, Viandes et Fruits) au NINEA 0125632 2G3, est une société anonyme au capital de 150.000.000 FCFA au 31 décembre 2013. Elle est spécialisée dans la vente de poissons, viandes et fruits dits « bio ». Les produits qu'elle vend viennent exclusivement de l'exploitation de plusieurs hectares de terrains à Sangalkam (région de Dakar) pour la pisciculture (élevage de poissons), l'élevage de volaille et de ruminants ainsi que la récolte de fruits.

En 2012, le capital de l'entreprise était de 100.000.000 et l'actionnariat était ainsi réparti:

- Fatima DIOUF : 25% ;
- Gandhi BA : 60% ;
- BIO D'EURO S.A : 15%.

La qualité des produits vendus a permis à l'entreprise de pouvoir réaliser 92,6% de son chiffre d'affaires (2.700.000.000) à l'exportation en 2013 et d'investir un montant de 130.000.000 dans l'achat de tracteurs et d'unité d'abattage de volaille et ruminants.

Le 30 juin 2013, suite au mariage célébré entre Gandhi BA et Fatima DIOUF, cette dernière s'est retirée de l'actionnariat de l'entreprise en cédant ses actions à son époux qui assure en même temps les fonctions de Directeur général de la S.A SOPOVIF.

Au 31 décembre 2013, l'actionnariat se présente ainsi :

- Ghandi BA : 85% ;
- BIO D'EURO S.A : 15%.

Le bénéfice comptable de la SOPOVIF en 2013 est de 210.000.000. Parmi les opérations réalisées au cours de l'exercice 2013 on note :

1. Un prêt de 160.000.000 accordé à Gandhi BA remboursable à un taux d'intérêt de 12%. Le taux des avances de l'Institut d'émission est 4,75% en 2013. Le remboursement est intervenu le 30 novembre 2013 ;
2. Des primes d'assurance-maladie au profit d'une partie du personnel subalterne versées à la Compagnie d'assurance ASSUSEN, établie au Sénégal, pour un montant de 22.000.000. Pour l'autre partie du personnel, y compris les dirigeants, des primes d'assurance-vie versées à la compagnie d'assurance française, ASSURFRA, sont supportées par l'entreprise à hauteur de 28.000.000.

Les salaires du personnel représentent 270.000.000.

3. Des amendes fiscales de 200.000 pour défaut de déclaration de la TVA au titre du mois de mai 2013 ;
4. Des frais d'études et de prospection pour l'ouverture au Maroc d'un établissement de vente pour 3.000.000 ainsi qu'un salaire de 2.500.000 versé au gestionnaire de l'établissement dans ce pays ;
5. Les salaires du personnel comprennent un montant de 12.000.000 dus à PAPE BA responsable « contrôle qualité » au sein de l'entreprise et fils aîné de Gandhi BA ;
6. Une Acquisition de tracteurs : 50.000.000 HT et 9.000.000 de TVA supportée ;
7. Un Abandon de créances au profit de la SOPOVIF pour un montant de 50.000.000 détenus par les associés Ghandi BA (42.500.000) et la S.A BIO D'EURO (7.500.000). Cette opération a permis à la SOPOVIF d'augmenter son capital d'autant ;
8. Des livraisons d'aliments de bétail, sans facture, à la SOPOVIF par BASSIROU CISSE, commerçant au NINEA 3201550 1F1, pour un montant 6.000.000. Le paiement est intervenu le 17 février 2014.

9. Commissions de 2.000.000 payées à la banque sénégalaise BAOS pour garantir un prêt effectué par Pape BA. Taxe sur les activités financières supportée : 340.000.

Par ailleurs, M. Ghandi BA, dont le salaire brut y compris les avantages en nature en sa qualité de dirigeant au sein de la SA. SOPOVIF est de 34.000.000, dispose d'un immeuble meublé qu'il a entièrement donné en location à la SOPOVIF moyennant une rémunération mensuelle payable d'avance de 2.000.000, au plus tard le 5 de chaque mois. Les charges supportées par M. Ghandi BA à titre personnel sont les suivantes :

- Contribution foncière des propriétés bâties : 1.200.000 ;
- Frais d'assurance : 350.000 ;
- Amortissements : 1.000.000 ;
- Peinture : 250.000 ;
- Intérêts des prêts pour la remise en état de sa résidence principale 500.000.

Il a également perçu des dividendes de 18.000.000 de la SOPOVIF en 2013.

N.B.

M. Ghandi BA, 59 ans, est polygame avec deux épouses et est père de deux enfants, Anta et Papis, âgés respectivement de 17 et 23 ans. Il a également en charge les deux enfants (Bineta, 18 ans, et Soda, 23 ans), toutes deux étudiantes, nées du premier mariage de sa seconde femme, Fatima.

Travail à faire :

En justifiant les solutions retenues :

- I. Déterminer le montant de l'impôt sur les bénéfices restant dû par la SOPOVIF en tenant compte des avantages fiscaux auxquels elle a droit ;
- II. Préciser les retenues d'impôt que la SOPOVIF doit opérer sur ses charges ;
- III. Déterminer le montant de l'impôt restant dû par GHANDI BA sur l'ensemble de ses revenus en précisant le montant des retenues qu'il a supportées. μ

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 -13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000

II – FISCALITE DIRECTE 2015

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

Madame THIOUB née Maria Yacine TOURE est une femme d'affaires sénégalaise de 52 ans, au NINEA 0125632 2B1. Elle est mariée à Monsieur Diomaye THIOUB et est mère de 4 enfants : Fatima, Eliasse, Bintou et Tabara âgés respectivement de 27 ans, 23 ans, 18 ans et 14 ans au 31 décembre 2014. Mme THIOUB a également obtenu la délégation de puissance

paternelle pour la garde de son neveu Elimane SARR, agé de 15 ans. Tous poursuivent leurs études.

Mme THIOUB a investi dans plusieurs domaines d'activités et éprouve des difficultés pour déterminer les montants d'impôts sur les revenus dus sur ses différentes activités au titre de l'exercice 2014.

Vous disposez des informations suivantes :

- 1- Mme THIOUB détient 35% des parts de la société « BAYNOUK » qui est organisée sous forme de société civile. La société BAYNOUK, au capital de 30.000.000, a comme activité la production et la vente d'eau filtrée en sachets. La société anonyme BADSEN, qui est établie à Dakar, détient 65% des parts de BAYNOUK.

La société BAYNOUK a réalisé un chiffre d'affaires de 655.000.000 en 2014 et un bénéfice comptable de 45.000.000.

Parmi les opérations enregistrées dans les comptes de l'entreprise en 2014, on note :

- a) La rémunération brute de Mme THIOUB qui est de 22.000.000 ;
- b) Les intérêts de 3.000.000 et la taxe sur les activités financière de 510.000 sur un prêt consenti par la banque BMS à BAYNOUK. Ce prêt a servi à acheter et à mettre à la disposition de Mme THIOUB un véhicule de tourisme d'une puissance de 22 CV, figurant à l'actif du bilan de la société BAYNOUK ;
- c) Un abandon de créance de 6.000.000 reçu de BADSEN représentant les intérêts d'un prêt de 100.000.000 qu'elle avait accordé à BAYNOUK. La société BADSEN a réintégré dans son résultat imposable à l'Impôt sur les sociétés ce montant de 6.000.000. BAYNOUK s'engage, de son côté, à porter son capital à 36.000.000 au profit de BADSEN;
- d) BAYNOUK a un programme d'investissement de 150 millions sur 3 ans (2014 à 2016) et a réalisé un investissement en matériel industriel pour filtrer l'eau d'un montant 50.000.000 en 2014.

2. Mme THIOUB est, par ailleurs, associée dans la société civile immobilière « SCI TEFESSOU » dont elle détient 55% des parts ; les 45% restants appartiennent à son mari.

Cette société exploite un immeuble nu à usage de bureau dénommé « LE MIRADOR » qui a rapporté 65.000.000 de loyers en 2014. Les charges suivantes, acquittées en 2014, sont également à noter :

- Contribution foncière des propriétés bâties d'un montant de 4.000.000 relative à l'immeuble « LE MIRADOR » ;
- Frais de gérance, de gardiennage, de réparation, d'entretien et de gestion payés par la « SCI TEFESSOU » à l'agence immobilière « SETALMA SARL » qui assure l'ensemble de ces prestations. Pour chacune de ces différentes charges, il est versé un montant mensuel de 100.000 F à l'agence.

Mme THIOUB vous précise, enfin, qu'elle a perçu en 2014, 8.100.000 de dividendes de la société BAYNOUK, sur le bénéfice de 2013 ;

Il a été constaté un déficit fiscal reportable de 7.000.000 suite à la cessation de son activité de commerce général, tout au début de l'exercice 2014, qu'elle gérait dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Travail à faire :

- IV. Déterminer les impôts dus sur ces revenus (Impôt sur les sociétés ou Impôt sur le revenu) en précisant le redevable;
- V. Préciser le montant et les retenues d'impôt supportées par Mme THIOUB;
- VI. Déterminer le montant de l'impôt restant dû par Mme THIOUB sur l'ensemble de ses revenus en tenant compte s'il y a lieu des retenues qu'elle a supportées.

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 -13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000

III – FISCALITE DIRECTE 2016

Astou FALL est une notaire de 55 ans au NINEA 0656552 2C1. Elle est divorcée et mère de trois enfants qui poursuivent leurs études: Maguette SARR, Mor SARR et Eva SARR âgés respectivement de 17 ans, 23 ans et 26 ans. Madame FALL assure également la garde des (trois) 3 enfants mineurs de sa sœur Penda, qui vit en Espagne depuis janvier 2015 même s'il n'y a pas encore d'acte judiciaire de reconnaissance du droit de garde sur ces enfants.

Mme Fall dispose de ressources de plusieurs origines et éprouve des difficultés pour déterminer les montants d'impôts sur les revenus dus sur ses différentes activités au titre de l'exercice 2015.

Elle vous expose les éléments ci-après:

- 2- Elle est héritière unique d'un petit hôtel de 10 chambres situé à Mbour qu'elle gère dans le cadre d'une entreprise individuelle. Les produits de l'entreprise sont de 97.000.000 alors que les charges représentent un montant de 99.000.000 dont la rémunération de Mme. FALL elle-même, en sa qualité de co-gérante de l'hôtel, d'un montant de 12.000.000 annuel. L'entreprise n'opère pas de retenue sur les rémunérations de Mme. FALL ;
- 3- Elle détient 55% des parts de la société civile professionnelle (SCP) FALL & CISSE qui avait opté pour l'imposition à l'Impôt sur les sociétés (IS) en 2014. L'autre associé

Maitre CISSE détient 45% des parts sociales et n'est pas salarié de la société. Il est à noter que la SCP, qui a un capital de 60.000.000, n'a pas renouvelé son option pour l'imposition à l'IS pour l'exercice 2015 et son résultat comptable est de 106.000.000.

Figurent dans les charges comptables de la SCP, le salaire de Mme FALL pour un montant de 36.000.000, ainsi que les dotations aux amortissements d'un véhicule de 26 CV d'une valeur de 52.000.000 (amortissable sur cinq ans) mis à la disposition de la notaire.

Mme FALL a eu droit à des remboursements de frais de mission, sur la base de justificatifs, d'un montant de 6.000.000 en sus du salaire de 36.000.000.

Elle a perçu des intérêts de 7.000.000 de la SCP pour une mise à disposition d'un montant 70.000.000 rémunérée à un taux d'intérêt de 10% l'an. Le taux des avances de l'Institut d'émission est de 4,25 %.

- 4- La SCP lui a versé également 18.000.000 au titre des parts qu'elle y détient sur le bénéfice réalisé en 2014.
- 5- Mme FALL détient 80% de la société civile immobilière FALLENE (SCI FALLENE) qui exploite ses 4 immeubles loués nus situés à Dakar. Les états financiers de la SCI affichent des produits encaissés de 70.000.000, des frais de gérance 3.000.000 versés à son frère DIOMAYE gérant de la SCI et des contributions foncières acquittées de 2.600.000 ;
- 6- Mme FALL verse une rente viagère annuelle de 6.000.000 à sa mère qui est malade. Les justificatifs de ces versements vous sont présentés.

Travail à faire :

- VII. En justifiant brièvement les solutions retenues, déterminez les impôts dus sur ces revenus (Impôt sur les sociétés ou Impôt sur le revenu), ainsi que la nature et les montants des retenues d'impôt supportées par Mme FALL.
- VIII. Déterminer le montant de l'impôt restant dû par Mme FALL sur l'ensemble de ses revenus en tenant compte s'il y a lieu des retenues qu'elle a supportées.

IV – FISCALITE DIRECTE 2017

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

La Sénégalaise de commerce et de Prestations (SECOP), au NINEA 0326561 2C2, est une SARL au capital de 80.000.000 créée depuis 2004, ayant son siège social au 158 Hann Mariste, Dakar. Elle réalise des opérations d'importations et de reventes de tissus. Elle est détenue par :

- la SA SODEL, ayant son siège à Dakar, à hauteur de 30% ;
- et par Madame Dior DIOP âgée de 64 ans, au NINEA 6598700 2B1, domiciliée à la Gueule tapée, Dakar. Elle est divorcée et est mère de 4 enfants : Awa (34 ans),

Dieynaba (28 ans), Arame (26 ans) et Momar (21 ans). Ces deux derniers poursuivent leurs études.

Mme DIOP, ancienne fonctionnaire, a bénéficié de droits à pension d'un montant brut annuel de 5.000.000 en 2016.

Elle a perçu, en outre, de la SECOP, dont elle est la gérante, un salaire sur une base brute annuelle de 32.000.000, sans compter les frais de scolarité annuelle de son fils Momar d'un montant de 6.000.000, du carburant pour une valeur mensuelle de 300.000 et le téléphone d'un coût annuel de 1.800.000. Toutes ces charges sont supportées par la SARL, ainsi qu'il est convenu dans le contrat de prestation signé entre Mme. DIOP et la SECOP.

Mme DIOP acquitte 1.500.000 chaque mois pour un immeuble qu'elle a pris en location auprès de son frère Serigne DIOP, pour le meubler et pour le donner en location, à son tour, à des étrangers de passage à Dakar. Cette activité a généré 45.000.000 de revenus encaissés en 2016, avec des charges payées de 900.000 au titre de la TOM, 5.000.000 de prélèvements au titre de la rémunération de Mme. DIOP qui gère l'activité directement et 9.000.000 pour les frais de gestion, d'entretien, de réparation et d'assurance du local.

La SECOP qui a réalisé un bénéfice de 172.000.000 en 2016, avec un chiffre d'affaires de 6.550.000.000 dont 4.000.000.000 réalisés sur des ventes à des clients établis au Mali et en Guinée. Elle a réinvesti un montant de 110.000.000 pour l'importation de véhicules utilitaires de seconde main destinés à la livraison des tissus revendus.

Parmi les opérations figurant dans la comptabilité de SECOP en 2016, on retrouve :

- Des intérêts d'un montant de 20.000.000, dont 10.000.000 sur des obligations à échéance de 6 ans de l'Etat du Sénégal et 10.000.000 sur un compte de dépôt ouvert dans une banque commerciale (Banque Sénégal-Suisse) établie au Sénégal ;
- Des produits de 106.000.000 tirés de la vente de véhicules complètement amortis qui figuraient à l'actif du bilan à une valeur d'acquisition de 90.000.000. La SARL précise vouloir bénéficier de l'avantage fiscal prévu en la matière et se dit prête à remplir les conditions de forme, c'est pour cette raison qu'elle a réinvesti les 110.000.000 pour l'importation de véhicule utilitaire ;
- Des dividendes de 14.000.000 tirés de la société SATRIP SARL, établie à Dakar, dont la SECOP détient 9% des parts depuis sa création en 2010;
- Un montant de 10.560.000 supporté et acquitté pour la location du siège de la SARL SECOP. Ce montant dû à Mme. Dior DIOP, propriétaire de l'immeuble pris en location, est versé à l'agence immobilière « GESIMMO » à laquelle elle a confié la gestion de l'immeuble. Cette somme comprend, outre le loyer, la taxe sur les ordures ménagères (TOM) pour un montant de 360.000 et les droits d'enregistrement pour 200.000;
- Des provisions de 2.3000.000 pour des pénalités à payer à la douane dans le cadre d'une opération d'importation de tissus ;

L'agence « GESIMMO » prélève 5% du loyer pour sa rémunération en tant que gérant ainsi qu'il est convenu dans le contrat de gestion qui la lie à Mme DIOP.

Mme DIOP justifie avoir versé un montant de 3.000.000 à sa mère au titre d'une rente viagère qu'elle s'est engagée à payer.

Travail à faire : Déterminer les montant d'impôts restant dus sur les revenus de Mme DIOP et de SECOP (Impôt sur les sociétés ou Impôt sur le revenu) en précisant les retenues d'impôt qu'elles doivent opérer et celles qu'elles doivent supporter, en tenant compte des crédits d'impôts et des réductions d'impôts auxquels elles ont droit dans le fond .

Les réponses doivent être brièvement justifiées.

Annexe Fiscalité Directe : Extrait de l'Arrêté du Ministre chargé des Finances n° 12914 MEF/DGID du 31/07/2013.

L'évaluation mensuelle des avantages en nature à comprendre dans la base de l'impôt sur le revenu au titre des salaires est forfaitairement fixée comme suit :

- Eau _____ 10.500
- Electricité _____ 30.200
- Téléphone _____ 67.000
- Nourriture _____ Valeur réelle

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 -13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000

V- FISCALITE DIRECTE 2018

Citer deux (2) cas où une société civile peut être imposée à l'Impôt sur les sociétés.

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

La SARL « KHEWONN'NAFI » au NINEA 0655412 2Z2, est une SARL au capital de 8.000.000 créée depuis 2010, ayant son siège social au 2, « Rue des beaux vieux », Dakar. Elle est spécialisée dans la revente de meubles, de bijoux et d'objets d'art anciens de qualité.

La SARL « KHEWONN'NAFI » est détenue à 90% par la SUARL « AMONN'NAFI » au capital de 20.000.000, ayant son siège au 12, « Rue des rumeurs », Dakar. M. Pelimane DIAKITE et M. Maguette POUYE détiennent chacun 5% de « KHEWONN'NAFI ».

La SUARL « AMONN'NAFI », au NINEA 0536564 2B2, est détenue à 100% depuis 2015 par M. Gorgui CEESAY, qui a acheté les parts que détenaient M. Pelimane DIAKITE et M. Maguette POUYE. La SUARL « AMONN'NAFI » est spécialisée dans la confection d'objets de souvenirs.

M. CEESAY, 52 ans, de nationalité gambienne, a son domicile à Fann Hock, « Rue de la compassion». Il est marié à Absa GOMIS, qui ne travaille pas. Il est père de 4 enfants : Khady et Coumba (26 ans), Thiaba (22 ans) et Abdoulaye (17 ans). Tous ses enfants

poursuivent leurs études. Il est également Directeur général de La SARL « KHEWONN'NAFI ».

La SARL « KHEWONN'NAFI » a réalisé un bénéfice de 22.000.000 en 2017, avec un chiffre d'affaires de 756.000.000.

Parmi les opérations figurant dans la comptabilité de la SARL « KHEWONN'NAFI » en 2017, on peut noter :

- Des charges financières se rapportant à un prêt de 50.000.000, rémunéré à un taux d'intérêt annuel de 11%, pour une durée de 4 ans consenti depuis 2016 par M. Pelimane DIAKITE.

NB : Le taux des avances à terme fixe sur effets publics de la BCEAO est de 4,5% depuis 2016. Il est demeuré inchangé depuis.

- Des produits financiers : intérêts d'un montant de 4.000.000 sur des bons du Trésor de l'Etat du Sénégal, ainsi que 2.000.000 de bons de caisse et 1.500.000 d'intérêts de dépôts venant de la banque BDS établie au Sénégal ;
- Des charges de location d'un montant de 6.000.000 payée à une agence immobilière pour une villa située à Fann HOCK (de 3 chambres + 2 salons + cuisine) occupée par M. CEESAY ; ainsi que des droits d'enregistrement de 120.000, la taxe sur les ordures ménagères (TOM) de 216.000, les factures d'eau pour 550.000 et d'électricité pour 1.400.000 se rapportant à la villa prise en location. Ces avantages sont prévus dans le contrat de travail qui lie M. CEESAY à la SARL « KHEWONN'NAFI ».
- Des provisions de 700.000 pour pertes de change sur des créances détenues sur des clients établis à l'étranger en raison de la baisse du cour du dollar;
- Des charges de personnel d'un montant de 82.000.000 dont 22.000.000 de salaire brut hors avantages en nature pour le Directeur général, M. CEESAY, et 7.000.000 pour l'assurance-décès et l'assurance retraite complémentaire pour tout le personnel représentant 8% de la rémunération de chaque salarié, versées à une compagnie d'assurance établie au Maroc.

La SARL « KHEWONN'NAFI » avait constaté un déficit de 25.500.000 sur sa déclaration de l'exercice 2016 déposée en 2017 dont 15.000.000 de déficit ordinaire ayant pris naissance sur sa déclaration de 2013 déposée en 2014.

Pour développer son commerce et pour bénéficier de réduction d'impôt, elle a investi 102.000.000 en voitures de livraison des marchandises à ses clients.

La SUARL « AMONN'NAFI » a, quant à elle, réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 260.000.000 et un bénéfice de 25.600.000. Dans ses charges figurent un don de 2.000.000 consenti à la Fondation « Servir le Sénégal ». Dans ses écritures figurent un don de 2.000.000 consenti à la Fondation « Servir le Sénégal » et les loyers de 7.000.000 tirés d'un terrain qui a été apporté par M. CEESAY lors de la constitution de la société « AMONN'NAFI ».

M. CEESAY vous précise, qu'il dispose d'un immeuble situé dans le quartier « Gueule tapée » qu'il a donné en location à une société et qui lui rapporte 600.000 de loyers brut par mois en 2017. Il a acquitté des frais de gérance d'un montant de 360.000, des frais d'entretien et de réparation de 400.000 par an et qu'il a provisionné un montant de 360.000 de contribution foncière qu'il n'a pas encore payée.

Il a, en outre payé des intérêts de 400.000 à la banque se rapportant à un crédit bancaire pour l'acquisition du terrain apporté à la SUARL « AMONN'NAFI » lors de sa constitution.

M. CEESAY précise, enfin, qu'il a perçu des intérêts de 920.000 de la Banque BDS et qu'il a versé 300.000 à l'Association Sénégalaise pour la Solidarité et l'Action Sociale (ASSAS), en 2017.

Travail à faire : Déterminer les montant d'impôts restant dus sur les revenus de la SARL SARL « KHEWONN'NAFI », de la SUARL« AMONN'NAFI » et de M. CEESAY (Impôt sur les sociétés ou Impôt sur le revenu) en précisant les retenues d'impôt qu'elles doivent opérer et celles qu'elles doivent supporter, en tenant compte des crédits d'impôts et des réductions d'impôts auxquels elles ont droit dans le fond .

Chaque opération doit être comprise dans le revenu qui le concerne et son traitement fiscal doit être brièvement justifié.

Annexe Fiscalité Directe : Extrait de l'Arrêté du Ministre chargé des Finances n° 12914 MEF/DGID du 31/07/2013.

L'évaluation mensuelle des avantages en nature à comprendre dans la base de l'impôt sur le revenu au titre des salaires est forfaitairement fixée comme suit :

Logement par pièce d'habitation principale

- Région de Dakar 33.500
- Chef lieu de région autre que Dakar 20.000
- Reste du Sénégal 13.500

Charges domestiques

- Eau 10.500
- Electricité 30.200
- Téléphone 67.000
- Nourriture Valeur réelle

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 -13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000

VII- FISCALITE DIRECTE 2019

Citer trois types de réductions d'impôts auxquels une personne physique peut avoir droit pour le calcul de son impôt sur le revenu?

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

Mme. BARRY née Sarata SEYE, âgée de 57 ans, est spécialiste de la confection et de la distribution de pagnes tissés. Elle est héritière d'une longue tradition d'artisanat. Elle est mariée à M. Babacar BARRY et est mère de quatre enfants qui poursuivent leurs études: Anna, Aïssatou, Marie et Habib âgés respectivement de 16 ans, 22 ans, 23 ans et 26 ans.

Mme BARRY dispose de ressources d'origines diverses et éprouve des difficultés pour déterminer les montants d'impôts sur les revenus dus sur ses activités et placements générateurs de revenus au titre de l'exercice 2018. Elle vous expose les éléments ci-après:

- 1.** Elle est propriétaire d'une entreprise individuelle, exploitante de la marque « SERRU RABAL » dénommée « MOTALI YENE», créée depuis dix ans, en hommage à son défunt père qui rêvait de faire connaître les pagnes tissés sur le marché international. Cette entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 105.000.000 et un bénéfice de 75.600.000 au titre de l'exercice 2018. Cette entreprise enregistre dans sa comptabilité les rémunérations perçues pour la concession du droit d'usage de la marque « SERRU RABAL », appartenant à Mme BARRY, concédée à la société « DAANE SA DOOLE».

Dans les opérations de l'entreprise, on note, outre les frais de gestion et protection de la marque, un don de 2.000.000 accordé à la Haute Autorité pour le Waqf et des produits de loyers de 6.000.000 payés par un institut de formation en couture qui a pris en location une partie du bâtiment figurant à l'actif du bilan de « MOTALI YENE».

- 2.** Elle détient 60% des parts de la SARL « DAANE SA DOOLE», créée de 2014. L'autre associé, M. Souleymane SEYE, détient 40% des parts sociales de l'entreprise et assure les fonctions de gérant de la société avec une rémunération brute mensuelle de 2.500.000. La SARL « DAANE SA DOOLE», qui vend sur le marché international des vêtements faits à base de pagnes tissés, a un capital de 8.000.000 et a réalisé l'intégralité de son chiffre d'affaires de 752.000.000 en 2018 sur des ventes à des clients étrangers. Elle a réalisé un bénéfice de 92.000.000.

Un montant de 700.000 figure dans les produits de « DAANE SA DOOLE» au titre des intérêts rémunérant un dépôt dans les comptes de la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS).

Figurent dans les charges comptables de « DAANE SA DOOLE», des rémunérations d'un montant de 7.000.000 versées à Mme BARRY, pour des achats de pagnes confectionnés par elle-même, en sa qualité d'artisan non salariée, et 5.000.000 en sa qualité de prestataire non salarié chargée d'identifier et de nouer des contacts avec des partenaires étrangers au profit de « DAANE SA DOOLE». Elle perçoit, en outre, une indemnité kilométrique de 200.000 f par mois qui lui est versée pour ses déplacements avec son véhicule personnel.

« DAANE SA DOOLE» a distribué en 2018 un montant 30.000.000 aux associés.

- 3.** Mme BARRY détient 90% de la société civile immobilière "RAFETT YENE". La SARL « DAANE SA DOOLE» détient les 10% des parts de la SCI. Cette dernière a enregistré

des revenus locatifs de 13.000.000 issus de la location des deux immeubles qui figurent à l'actif de son bilan. Elle a acquitté 650.000 au titre de la contribution foncière et 600.000 au titre des frais de gérance;

4. La SUARL « AMONN YENE », spécialisée dans la culture maraîchère, dont Mme BARRY était l'actionnaire unique a cessé ses activités : un déficit fiscal de 6.000.000 a été constaté sur sa dernière déclaration.

TRAVAIL A FAIRE :

En justifiant brièvement les solutions retenues et en tenant compte des avantages fiscaux auxquels donne droit les opérations ci-dessus décrites, déterminez les impôts dus sur les revenus (Impôt sur les sociétés ou Impôt sur le revenu) des entreprises « MOTALI YENE», « DAANE SA DOOLE», "RAFETT YENE", « AMONN YENE » et Mme BARRY ainsi que la nature et les montants des retenues d'impôt supportées ou à opérer.

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 - 13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000

VII- FISCALITE DIRECTE 2020

Citer deux (2) cas précis de retenues d'impôts libératoires pour une personne soumise à l'impôt sur les sociétés.

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

Moussa DIAGNE, 58 ans, de nationalité sénégalaise, a son domicile au 32, Sicap-Foire, Dakar. Il est marié à Awa DIAKHATE, une commerçante de 49 ans et à Aya POUYE, 22 ans, assistante de direction dans la société EVERYDAY S.A. Il est père de 3 enfants : Rokhaya (29 ans), Bassirou, étudiant à Dakar (22 ans) et Mata (6 ans).

Après une longue carrière dans des organismes internationaux, il est rentré en 2016 et a acheté pour 300.000.000 un immeuble de 5 étages (donc 6 niveaux) dénommé « IMMEUBLE YAAY NENE » situé sur la route de YOFF.

Grace à cet investissement, il a créé la société EVERYDAY S.A, au capital de 100.000.000, qu'il détient à 100% par le moyen d'un apport en nature du rez-de-chaussée et du premier étage de l'IMMEUBLE YAAY NENE. EVERYDAY SA est spécialisée dans la revente de voitures

importées d'Amérique du nord et a réalisé un chiffre d'affaires de 380.000.000 pour un bénéfice de 35.000.000 au titre de l'exercice 2019.

Figurent dans les charges de la société EVERYDAY SA un don de 2.000.000 à l'Association sénégalaise pour la promotion du WAQF (ASPROW) et des frais financiers de 4.000.000 versés à M. DIAGNE correspondant aux intérêts sur le prêt qu'il a contracté auprès de la BHS pour l'acquisition de l'IMMEUBLE YAAY NENE.

EVERYDAY SA a enregistré dans ses produits financiers de l'exercice des intérêts de 2.000.000 qui lui sont dus par la SARL LUXURY BOUTIK, sise à Dakar, qu'elle détient à 60%. Ces intérêts se rapportent à un prêt de 40.000.000 de F CFA consenti à la SARL.

Monsieur DIAGNE a un salaire brut de 21.000.000 en sa qualité de Directeur général de EVERYDAY SA et dispose d'un véhicule de 22 CV qui figure à l'actif du bilan de cette entreprise.

Il occupe avec sa famille les 4^{ème} et 5^{ème} étages de l'IMMEUBLE YAAY NENE. Les 2^{ème} et 3^{ème} étages sont occupés par la SARL LUXURY BOUTIK moyennant un loyer mensuel de 700.000 par niveau et la prise en charge par le locataire de la Contribution foncière due sur l'immeuble pour un montant de 1.200.000.

Travail à faire : Déterminer les montant d'impôts (Impôt sur les sociétés et/ou Impôt sur le revenu) dus sur les investissements de M. DIAGNE en précisant les retenues d'impôt applicables et en tenant compte des crédits d'impôts ou des réductions d'impôts auxquels il a droit.

Chaque opération doit être comprise dans le revenu qui le concerne et son traitement fiscal doit être brièvement justifié.

Annexe Fiscalité Directe : Extrait de l'Arrêté du Ministre chargé des Finances n° 12914 MEF/DGID du 31/07/2013.

L'évaluation mensuelle des avantages en nature à comprendre dans la base de l'impôt sur le revenu au titre des salaires est forfaitairement fixée comme suit :

Logement par pièce d'habitation principale

- Région de Dakar 33.500
- Chef lieu de région autre que Dakar 20.000
- Reste du Sénégal 13.500

Autres avantages

- Véhicule de fonction d'une puissance inférieure ou égale à 11CV.....26.000 par mois
- Véhicule de fonction d'une puissance supérieure à 11CV.....77.500 par mois

VIII- FISCALITE DIRECTE 2021

1- Citer les différentes catégories de revenus imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

La société BELMIZ SENEGAL au NINEA 0856541 2Z3, est une SA au capital de 20.000.000 créée depuis 2013, ayant son siège social à Dakar, Boulevard de la Paix. Elle est spécialisée dans la vente de vêtements, de produits alimentaires et de compléments vitaminés. BELMIZ SENEGAL est détenue à 10% par Madame Dibocor Aïssa BELMIZ et à 90% par la société

Holding, BELMIZ INTERNATIONAL, qui est une SARL au capital de 10.000.000, ayant son siège à Dakar au 14, Place des Résistants.

BELMIZ INTERNATIONAL est spécialisée dans les activités de recherche et de développement au profit des entreprises du groupe BELMIZ. Les $\frac{3}{4}$ de son actif immobilisé sont composés de participations dans des sociétés qu'elle détient à plus de 90% depuis plus de 5 ans. BELMIZ INTERNATIONAL est détenue à 20% par Madame Dibocor Aïssa BELMIZ et à 80% par ses enfants.

Madame BELMIZ, 50 ans, de nationalité sénégalaise, a son domicile à Dakar, Bel-Air. Elle est la veuve de Monsieur Mustaf BELMIZ, qui a créé le groupe BELMIZ en 2012. Elle est mère de 4 enfants : Asha (24 ans), Salomé (18 ans), Salama (10 ans) et Moulaye (10 ans). Tous ses enfants poursuivent leurs études à l'exception de Asha qui est devenue la directrice générale de BELMIZ SENEGAL en 2020.

La SA BELMIZ SENEGAL a réalisé un bénéfice de 72.000.000 en 2020, avec un chiffre d'affaires de 1.320.000.000, dont 1.250.000.000 de ventes à l'exportation. Le déficit fiscal de l'exercice 2019 déclaré en 2020 est de 14.200.000, dont 10.000.000 de déficit ordinaire.

Parmi les opérations figurant dans la comptabilité de BELMIZ SENEGAL en 2020, on peut noter :

- Des frais financiers de 6.500.000 supportés sur un prêt d'un montant de 65.000.000 rémunéré au taux de 10% accordé à BELMIZ SENEGAL par Madame Dibocor BELMIZ ;

NB : Le taux des avances à terme fixe sur effets publics de la BCEAO est de 4,5% depuis 2016. Il est demeuré inchangé depuis.

- Des frais de location de 12.000.000 pour un appartement situé à Dakar, quartier Point E, de quatre (4) chambres et deux salons mis à la disposition de Mme. Dibocor BELMIZ, directeur général de BELMIZ INTERNATIONAL ;

- Des produits de 32.000.000 issus de la cession d'actions de la société BELMIZ GREEN que BELMIZ SENEGAL a acquises en 2013 à 12.000.000 ;

- Des provisions pour créances irrécouvrables d'un montant de 3.800.000 dû par un client qui a été placé en redressement judiciaire ;

- Des produits de 12.000.000 sur une cession de véhicule de transport de marchandises qui figurait dans l'actif immobilisé de la société. Le véhicule a été acquis à 50.000.000 et mis en service en janvier 2013. La durée d'utilisation probable du bien à l'acquisition était de 5 ans.

La holding BELMIZ INTERNATIONAL a réalisé un chiffre d'affaires de 720.000.000 en 2020 et un résultat comptable de 165.800.000. Dans ses charges figure la rémunération annuelle de de Mme Dibocor A. BELMIZ qui est de 60.000.000.

Madame Dibocor BELMIZ a également perçu en 2020 : un montant de 18.000.000 de dividendes versés par BELMIZ INTERNATIONAL et des loyers de 38.000.000 pour une villa qu'elle a donnée en location à Dakar par l'entremise d'une agence immobilière. Elle a payé en 2020 : 900.000 de frais de gérance, 400.000 de frais d'assurance et 1.800.000 de contribution foncière des propriétés bâties (CFPB).

Travail à faire : Déterminer les montant d'impôts (Impôt sur les sociétés et/ou Impôt sur le revenu) dus par BELMIZ SENEGAL, BELMIZ INTERNATIONAL et Mme Dibocor BELMIZ en précisant les retenues d'impôt applicables et en tenant compte des crédits d'impôts, des réductions d'impôts et des exonérations auxquels elles ont droit, en considérant que les conditions de forme sont réunies.

Chaque opération doit être comprise dans le revenu qui le concerne et son traitement fiscal doit être brièvement justifié.

Annexe Fiscalité Directe : Extrait de l'Arrêté du Ministre chargé des Finances n° 12914 MEF/DGID du 31/07/2013.

L'évaluation mensuelle des avantages en nature à comprendre dans la base de l'impôt sur le revenu au titre des salaires est forfaitairement fixée comme suit :

Logement par pièce d'habitation principale

- Région de Dakar 33.500
- Chef lieu de région autre que Dakar 20.000
- Reste du Sénégal 13.500

Barème Progressif et Réduction d'impôts pour charge de famille

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 -13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000

IX- FISCALITE DIRECTE 2022

Sujet : Traiter le cas pratique ci-dessous.

Monsieur Yuan CHANG, 50 ans, de nationalité chinoise, est établi depuis 2018 à Dakar, au 3^{ème} étage de l'Immeuble BALUCHON au Km 6, Route de Rufisque. Il est propriétaire de cet immeuble qui compte 4 niveaux (3 étages). Il est célibataire et père d'un enfant de 20 ans qui poursuit ses études en Chine.

Le rez-de-chaussée de l'immeuble BALUCHON est gracieusement mis à la disposition de l'Association pour la Coopération Sénégalais-chinoise (ACSC).

Pour la construction dudit immeuble, M. CHANG a emprunté 200.000.000 à la Banque sénégalaise pour la Construction (BSC) et a payé en 2021 un montant de 4.500.000 au titre des intérêts de prêt.

M. CHANG détient 40% de la Société Sénégalais-chinoise de Pêche SARL (SOSECHIP SARL) créée en 2013, au capital de 9.000.000, ayant son siège social aux 1^{er} et 2^e étages de l'Immeuble BALUCHON, km 6 Route de Rufisque. Il est également le directeur général de SOSECHIP SARL avec un salaire brut mensuel de 6.000.000. En sa qualité de Directeur

général, il bénéficie d'une dotation en carburant mensuel pour une valeur de 200.000, des services d'un gardien et d'un cuisinier aux frais de la SOSECHIP.

Pour la location des 1^{er} et 2^{ème} étages de l'immeuble BALUCHON, SOSECHIP paie 2.500.000 par mois et par niveau (étage) à M. CHANG.

En 2021, la SOSECHIP a réalisé un chiffre d'affaires de 3.994.000.000, dont 980.000.000 sur des ventes au Sénégal. Elle a investi, dans ses locaux situés au Port de Dakar, un montant de 200.000.000 pour l'extension de sa capacité de stockage du poisson. Le résultat comptable de SOSECHIP en 2021 est de 320.000.000.

Elle a effectué des libéralités pour 3.000.000 au profit de la Ligue Sénégalaise contre le Cancer, 2.000.000 au profit du Waqf public de la Médina et 4.000.000 au profit de l'Association pour la Coopération sénégalais-chinoise (ACSC).

Elle a supporté des frais financiers de 5.000.000 sur un prêt d'un montant de 50.000.000 rémunéré au taux de 10% accordé par la Société chinoise de Pêche (SOCHIP SA), associée détenant 60% du capital de SOSECHIP.

NB : Le taux des avances à terme fixe sur effets publics de la BCEAO est de 4,5% depuis 2016. Il est demeuré inchangé depuis ;

La SOSECHIP a perçu des intérêts d'obligations de l'Etat du Sénégal pour 2.700.000 et un montant de 30.000.000 pour la cession d'actions de la société BISCO, qu'elle avait acquises à 10.000.000 en 2019.

Travail à faire : Déterminer les montant d'impôts (Impôt sur les sociétés et/ou Impôt sur le revenu) dus par SOSECHIP et Monsieur CHANG, **au titre de l'exercice 2021**, en précisant les retenues d'impôts applicables et en tenant compte des crédits d'impôts, des réductions d'impôts et des exonérations auxquels ils ont droit, en considérant que les conditions de forme sont réunies.

Chaque opération doit être comprise dans le revenu qui le concerne et son traitement fiscal doit être brièvement justifié.

Annexe Fiscalité Directe : Extrait de l'Arrêté du Ministre chargé des Finances n° 12914 MEF/DGID du 31/07/2013.

L'évaluation mensuelle des avantages en nature à comprendre dans la base de l'impôt sur le revenu au titre des salaires est forfaitairement fixée comme suit :

	<u>Domesticité</u>
- Gardien ou jardinier	61.700
- Cuisinier ou Maître d'hôtel	92.500
- Autres gens de maison	35.600

Barème Progressif et Réduction d'impôts pour charge de famille

Barème progressif			Réduction d'impôt pour charge de famille			
Tranches	Taux	Résultat	Nombre de parts	Taux	Minimum	Maximum
0 - 630 000	0%		1	0%	0	0
630 001 - 1 500 000	20%	174.000	1,5	10%	100 000	300 000
1 500 001 - 4 000 000	30%	750.000	2	15%	200 000	650 000
4 000 001 - 8 000 000	35%	1.400.000	2,5	20%	300 000	1 100 000
8 000 001 -13 500 000	37%	2.035.000	3	25%	400 000	1 650 000
+ de 13 500 001	40%		3,5	30%	500 000	2 030 000
			4	35%	600 000	2 490 000
			4,5	40%	700 000	2 755 000
			5	45%	800 000	3 180 000